Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

HARIS SEPTEMBRE 2026

N°22

Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

Université Alassane OUATTARA

e.ISSN 2709-5053 i.ISSN 3106-4914

Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques (HARIS)

N° 022 Septembre 2026

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

e.ISSN 2709-5053 **i.ISSN 3106-4914**

Indexations internationales

https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris

Scientific Journal Impact Factor

TOGETHER WE REACH THE GOAL

https://sjifactor.com/passport.php?id=23388

auréHAL
accès aux données de référence de HAL

https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412

Administration de la Revue

Directeur Scientifique : Professeur M'BRA EKANZA Simon-Pierre (Professeur Emérite du CAMES, Université Félix Houphouët-Boigny)

Directeur de Publication : CAMARA Moritié (Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction : KOUAKOU N'DRI Laurent (Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Coordonnateur de Publication : SILUE Nahoua Karim (Maitre de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth (Maître-assistante en Histoire économique, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO Zana (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Péleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou Kouadio Sanguen (Assistant Département de Mathématique et Informatique, Université Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO), Université Alassane OUATTARA)

Website : http://www.revue-haris.org
Courriels : cerriuao01@gmail.com / asriesa2012@gmail.com

Comité Scientifique

-**M'BRA EKANZA Simon-Pierre**, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**KOULIBALY Mamadou**, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**Abdoulaye BATHILY**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Jean-Noël LOUCOU,** Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**KOUI Théophile**, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**Francis AKINDES,** Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**ALLADAYE Comlan Jérôme**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-**SAADAOUI Ibrahim Muhammed**, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies - Tunisie)

-**Ousseynou Faye,** Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Samba Diakité,** Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain**, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-**ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre**, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**GBODJE Sékré Alphonse,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**Syrius AHMADI**, Professeur de Géopolitique (Université Tabbiath Modares de Téhéran- République Islamique d'Iran)

- **Marie Miran-Guyon**, Maitresse de Conférences HDR (École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Paris France)

Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquiel**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAO BI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**GOLE Antoine**, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**POZUELO Yvan,** Professeur d'Histoire Contemporaine, spécialiste de la Franc-Maçonnerie au CIFP Hosteleria y Tourismo (Gijon- Espagne)

-Léo Montaz, Chargé de Recherche, Institut d'Ethnologie (Université de Neuchatel, France)

Adresse aux auteurs

La Revue HARIS parait 4 fois dans l'année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions. Si un numéro doit porter sur un thème précis, cela sera communiqué sur le site de la revue six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue http://www.revue-haris.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.

Sommaire

KOFFI Brou Dieudonné & Tiranké Ibrahima Kalil SACKO
Souveraineté et relations internationales : L'Alliance des États du Sahel et la recomposition des partenariats internationaux 10-22

Daniel Akpolê Koffi YAO
Lecture métaphysique des relations internationales : La triangulation comme méthode d'analyse.....23-35

DIOMAND Aïkpa Benjamin
Le Droit International contemporain à l'épreuve de la conception Marxienne du Droit.....36-47

SERIKPA Gnabro Harding
Les Organisations Non Gouvernementales et la coopération humanitaire comme instruments du Soft Power russe en Asie Centrale postsoviétique (1991-2022) 48-62

BOLOU Bi Sery Anguipla Ange Junior
L'État libéral : Une critique de la neutralité procédurale à la lumière de Charles Taylor.....63-75

Abdoulaye BAMBA & Kouakou Joël KOUASSI
L'Accord de Cotonou : Entre revitalisation et limites des Etats ACP à conduire des négociations (2000-2002) 76-90

ZOUZOU Kouassi Noel
Migration et intégration régionale : Une longue tradition de coopération économique par le bas à travers le cas ivoirien.....91-105

IRIÉ Bi Irié Jean-Marc
Patrimoine spolié : Le bras de fer mémoriel entre l'Afrique et l'Europe.....106-117

Aristide EDZEGUE MENDAME & Jary Herrlich OBORO NTE
Les limites du tropisme militaro-sécuritaire de la coopération sécuritaire régionale et internationale dans le Golfe de Guinée (1990-2023) 118-130

Diamane DIOUF
Les défis de la lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée : Analyse des causes, de l'évolution du phénomène et des perspectives d'éradication.....131-146

Mohamed Lamine MANGA
Colonisation et nationalisme en Guinée-Bissau (1897-1963).....147-162

YAO Kouadio Abel
La diplomatie de suivi en temps de crise : Le cas de la Côte d'Ivoire (2002-2011).....163-172

DIBY Kouadio Jean & KEAROU Detehon Ange Flavy
Les fondements de la politique de développement économique de l'Allemagne Wilhelmienne de 1890 A 1914.....173-185

FAMOUSSA Coulibaly
La Charte des Nations Unies face aux mutations géopolitiques actuelles : Entre montée de l'unilatéralisme et fragilisation de la sécurité collective.....186-201

Arsène Brice BADO
Qui fixe l'Agenda ? Influence des partenaires techniques et financiers étrangers sur les activités des organisations de la Société Civile en Côte d'Ivoire.....202-220

Albert WANVOESSO & Cossi Basile MEDENOU & Miré Germain PALE
La deportación de los negros esclavos al Nuevo Mundo: ¿Problema u oportunidad para el desarrollo de América ?.....221-232

TRAORÉ Moustapha
Der Bau und die modernisierung des hafens von San Pedro: Ein beispiel für internationale zusamenarbeit mit deutscher beteiligung für eine infrastruktur regionaler bedeutung.....233-252

N'Goran Alphonsine KAMENAN épouse GARCÍA & Konan Pacome YAO
La inmigración internacional en España de 2016 à 2026 : una perspectiva económica: 253-269

Dogba Léonce BAWA
El fracaso de la revolución bolivariana y el secuestro de Maduro.....270-285

KONE Yacouba & Logbou Kousso Marie Flora GOSSAN
Espaces et empruntes des femmes fortes durant les conquêtes arabes de 622 à 675.....286-297

Sibiri BAMBA
Nasrul Ilm : Trajectoire et stratégie de déploiement d'un soufisme transnational en Côte d'Ivoire (1994-2023) 298-311

Konan Parfait N'GUESSAN & Djro Bilestone Roméo KOUAMENAN
L'Église et la construction des empêchements de mariage pour parenté en Occident au haut Moyen-Age.....312-326

Dr Mamady BAMBA
De l'Agriculture coloniale à la planification socialiste de l'Agriculture en Guinée : Ruptures ou continuités ? 327-336

Rokiatou BAMBA
La mondialisation dans la presse numérique ivoirienne : Cas de la campagne présidentielle de 2025.....337-356

Clotaire Claver OKOUYA
Gentrification et transformation du paysage urbain de Poto-Poto à Brazzaville (République du Congo) 357-374

BROU Kamenan Marcel & KOUKOUNON Wilfried Gautier & CISSE Fatoumata
Conséquences socio-économiques des accidents hydromorphologiques de 2020 sur l'axe Adjamé-Zoo.....375-386

YÉO Watagaman Paul & YÉO Siriki & YEO Yakatienguelpou
Accès à l'eau, revenus féminins et tensions agropastorales autour des barrages de la sous-préfecture de Karakoro (Nord de la Côte d'Ivoire) 387-403

BOCOUM Moussa Fadiala
Évaluation des politiques de gestion de la forêt classée de Sounsan...404-416

KONE Soulemane
La laudation dans *la Ronde des Jours* de Bernard Dadié et *Refrains sous le Sahel* de Pacéré TiTinga : Une poétique de la célébration de l'identité Africaine.....417-429

EL FRACASO DE LA REVOLUCIÓN BOLIVARIANA Y EL SECUESTRO DE MADURO

Dogba Léonce BAWA
Enseignant-Chercheur, Assistant, Département d´Espagnol, Université Alassane Ouattara/ bawa_dogbaleonce@yahoo.fr

Resumen
La revolución bolivariana o socialismo del siglo XXI, impulsada por Hugo Chávez al asumir el poder en 1999, despertó grandes esperanzas entre las poblaciones latinoamericanas en general y los venezolanos en particular. La idea consistía en utilizar la renta petrolera para reducir la pobreza y devolver el poder al pueblo. Sin embargo, lejos de este objetivo inicial, la lucha derivó en un enfrentamiento contra lo que Chávez denominó el imperialismo norteamericano. Así pues, ¿de qué armas disponía para enfrentarse a su gigante vecino del norte? El presente estudio tiene por objeto analizar la revolución del siglo XXI promovida por Hugo Chávez y determinar si tenía posibilidades de prosperar. Para ello, hemos empleado métodos históricos y sociales. De nuestro análisis se desprende que: en primer lugar, la revolución bolivariana que en realidad constituía un contrapoder frente a la hegemonía estadounidense, tenía muy pocas probabilidades de éxito; y, en segundo lugar, la Doctrina Monroe de 1823 sigue siendo el leitmotiv de la política exterior estadounidense en América Latina.
Palabras Clave: Revolución Bolivariana-Fracaso-Secuestro-Socialismo del siglo XXI

L'ÉCHEC DE LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE ET LE RAPT DE NICOLAS MADURO

Résumé
Lancée par Hugo Chavez en 1999 lors de sa prise de pouvoir, la révolution bolivarienne ou encore le socialisme du XXIe siècle a suscité grand espoir auprès des populations Latino-américaines en général et des Vénézuéliens en particulier. L'idée était d'utiliser la rente pétrolière pour réduire la pauvreté et de rendre le pouvoir au peuple. Loin de cet objectif premier, la lutte va virer à une confrontation contre ce que Chavez a appelé, l'impérialisme Nord-américain. Ainsi, de quelles armes disposait-il pour affronter son géant voisin du nord ? Cette étude a pour objet d'analyser la révolution du XXIe siècle prônée par Hugo Chavez et voir si elle avait des chances d'aboutir. Pour ce faire nous avons utilisé les méthodes historique et sociale. Au terme de notre analyse il ressort que : premièrement la révolution bolivarienne qui constituait en réalité un contre-pouvoir à l'hégémonie étasunienne, avait très peu de chance d'aboutir ; deuxièmement enfin la Doctrine Monroe de 1823, demeure le leitmotiv de la politique étrangère étasunienne en Amérique Latine
Mots clés : Révolution Bolivarienne-Echec-Rapt/enlèvement-Socialisme XXe Siècle

THE FAILURE OF THE "BOLIVARIAN REVOLUTION" AND THE HIJACKING OF NICOLÁS MADURO

Abstract
Launched by Hugo Chávez in 1999 upon his rise to power, the Bolivarian Revolution, also known as "21st-century socialism", inspired great hope among Latin American populations in general, and Venezuelans in particular. The aim was to use oil revenues to alleviate poverty and return power to the people. Far from achieving this initial goal, the struggle evolved into a confrontation with what Chávez termed "North American imperialism." What means, then, did he have at his disposal to confront his giant northern neighbor? This study analyzes the 21st-century revolution championed by Hugo Chávez and assesses its chances of success. To this end, we employed historical and sociological methods. Our analysis reveals two key findings: first, the Bolivarian Revolution, which effectively served as a counter-force to U.S. hegemony, had very little chance of succeeding; and second, the Monroe Doctrine of 1823 remains the guiding principle of U.S. foreign policy in Latin America.
Keywords: Bolivarian Revolution – Failure – Kidnapping – 21st-century socialism

INTRODUCCIÓN

Al rechazar la dominación de un país extranjero, siguiendo el ejemplo de héroes de la independencia como Francisco de Miranda y Simón Bolívar, varios líderes latinoamericanos se opusieron no solo a las políticas neoliberales instauradas por Estados Unidos (mediante el FMI), sino también al neocolonialismo que cobraba cada vez más fuerza en América Latina.

Desde 1959 hasta los albores de la década de 2000, Fidel Castro se distinguió como el líder latinoamericano capaz de oponer resistencia a Estados Unidos; siguiendo sus pasos, el presidente Hugo Chávez, impulsor de la Revolución Bolivariana y del socialismo del siglo XXI, se convirtió durante toda su vida en el abanderado de la lucha contra lo que él denominaba el «imperialismo» norteamericano. Respaldado por el apoyo popular y la riqueza petrolera de Venezuela, declaró que nada podría frenar su voluntad de erradicar la corrupción y la miseria.

A través de reformas, puso en práctica una política de carácter social, primero a nivel nacional y posteriormente a escala subregional. Esta política fue la Revolución Bolivariana[1].

Entonces, ¿quién fue Hugo Chávez, qué novedades aportó a la ideología de izquierda y cuál era el fundamento de su revolución? ¿Aquella revolución bolivariana, tuvo alguna posibilidad de éxito? ¿Qué legado dejó a su sucesor Nicolás Maduro?

Este artículo tiene como objetivo, analizar la situación política imperante en América Latina en general, y en Venezuela en particular, durante la presidencia de Chávez, examinando al mismo tiempo su "revolución del siglo XXI" para determinar su potencial de éxito.

Asimismo, abordaremos los años de gobierno de su sucesor y su captura por parte de las fuerzas armadas estadounidenses.

Para llevar a cabo este estudio, hemos seleccionado dos métodos de análisis: primero, el método histórico de C. Seignobos que estudia e investiga la historia a través de fenómenos contemporáneos para comprender cómo funcionan y transforman las sociedades (1901 p7); en segundo lugar, el método social de E. Durkheim (1894), ya que como lo dice, para explicar un hecho social, es preciso buscar la causa eficiente que lo produce, así como la función que desempeña en el establecimiento del orden social (la cohesión de la sociedad).

Desde una perspectiva geopolítica, cabrá analizar el valor que tiene Venezuela para Estados Unidos y el porqué de su omnipresencia en la política de este país.

1.EL ACCESO AL PODER DE LOS REVOLUCIONARIOS DEL SIGLO XXI

1.1. El contexto general

Desde las independencias (Haití primer país en independizarse en 1804 y Venezuela en 1811 (J.M Lemogodeuc, 2003, p.248)), América Latina nunca ha dejado de producir revolucionarios. Esta tradición no solo buscaba liberar al subcontinente del yugo de las grandes potencias, sino también federar a las naciones para convertirlas en una sola.

[1] Del nombre del padre de las independencias.

¿El objetivo? Impulsar el desarrollo y fomentar la ayuda mutua entre repúblicas fuertes y débiles. Desde San Martín hasta Simón Bolívar, pasando por Carlos Manuel de Céspedes, Augusto Sandino y Salvador Allende, hasta llegar a Fidel Castro y Hugo Chávez, la mayoría de los países latinoamericanos han visto surgir líderes que, al emprender grandes reformas económicas (contrarias a los intereses estadounidenses) en sus respectivos países, tuvieron que sufrir la ira de Washington.

Lejos de desanimar, las revoluciones latinoamericanas se convirtieron en una tradición, y cada década tuvo su propio líder revolucionario. Lejos de todas estas revoluciones, en Venezuela imperaba el «puntofijismo»[2] (o Pacto de Punto fijo) (Thomas Posado, abril 2021), un sistema político instaurado en 1958 que predominó hasta 1993. Con el tiempo, el sistema se rigidizó hasta convertirse en un duopolio estricto entre Acción Democrática (AD) y Comité de Organización Política Electoral Independiente (COPEI).

La alternancia sistemática entre ambos partidos, sumada a una corrupción generalizada, una mala gestión de los ingresos petroleros y graves crisis económicas (especialmente la de 1989), provocó el rechazo popular hacia esta élite política.

El colapso del «puntofijismo» en la década de 1990, materializado en intentos de golpe de Estado y en la elección de Hugo Chávez en 1998, abrió el camino al surgimiento del chavismo y de su revolución del siglo XXI.

1.2. La revolución venezolana

La llegada de Chávez al poder marcó pues, un punto de inflexión radical en la historia de Venezuela. Protagonista de dos intentos de golpe de Estado (J.M, Lemogodeuc, 2003, p.252) en su país, supo jugar la carta de candidato de los pobres frente a la clase política y burguesa, sacudiendo así el «puntofijismo», sistema instaurado durante cuarenta años basado en la alternancia de dos partidos políticos que se repartían el poder gracias a la renta petrolera.

El ascenso de Chávez al poder, a través de las urnas fue, sin duda una sorpresa, aunque la elección del pueblo venezolano constituyó una reacción a los efectos de las políticas neoliberales: las reformas neoliberales del presidente Carlos Andrés Pérez en 1989 (J.M, Lemogodeuc, 2003, p.252).

Tras la caída del precio del petróleo, lanzó el «Paquetazo» o «Gran Viraje» bajo el asesoramiento del FMI: Liberalización: aumento drástico del precio de la gasolina y del transporte; Privatización: empresas públicas y bancos; Ajuste: recortes en el gasto social y apertura comercial y a la decepción que

[2] Basado en un acuerdo de gobierno y de reparto del poder entre los tres principales partidos democráticos de la época, este sistema propició el periodo de estabilidad democrática más prolongado del país, aunque también fue criticado por excluir a otras corrientes políticas. El acuerdo, firmado el 31 de octubre de 1958 —poco después de la caída de la dictadura militar de Marcos Pérez Jiménez—, toma su nombre de la residencia del dirigente Rafael Caldera (la Quinta Punto Fijo), donde fue ratificado. En él participaron el partido socialdemócrata Acción Democrática (AD), el partido demócrata-cristiano COPEI y la Unión Republicana Democrática (URD). Asimismo, favoreció la consolidación de la democracia institucional al integrar a la clase trabajadora, a la Iglesia y al ejército, permitiendo al país superar crisis y levantamientos durante aquellas primeras décadas.

dejaron las transiciones democráticas que, desde la década de 1980, habían sucedido a las dictaduras militares.

Por otra parte, esta elección también fue consecuencia de la valentía del «comandante» al reconocer públicamente el intento de golpe fallido y asumir toda la responsabilidad: se convirtió así en un «héroe» para muchos, incluso durante su estancia en prisión después del golpe de estado fracasado en 1992.

Nada más llegar al poder, Chávez lanzó la «revolución bolivariana». F. de Coulanges (1930, p. 195) llama revolución : «…non pas ces événements bruyants, violents qui ne produisent souvent rien, mais un changement réel, efficace, durable »[3].

Aunque la palabra revolución estuvo ausente del vocabulario venezolano durante la campaña electoral, Chávez la reivindicó pocos meses después de las elecciones. En esencia, se trataba de promover el socialismo del siglo XXI, un socialismo basado en una democracia denominada «protagónica», en la que el «poder popular» es soberano, (M. Grand, T. Posado (2013 p.7). Así, la revolución se concebía, según L. Vivas (199, p. 255), como un proceso que vinculaba a civiles con militares.

Cabe señalar, no obstante, que el contenido social de esta revolución no era nuevo: se trataba de la tradicional lucha de clases. Engañado por las élites, el pueblo soberano debía ser rehabilitado tras un largo período de dominación oligárquica y recuperar una posición privilegiada.

Jean Ziegler, explica que:

> *Pour comprendre les guerres révolutionnaires de libérations nationales du tiers monde, la théorie qui reste universellement valable, jusqu'à être démentie par l'histoire, est celle de la lutte des classes : les hommes opprimés se révoltent, partout et toujours. A quelque classe, région, religion, ethnie, époque historique qu'il appartienne, jamais l'homme n'accepte durablement ses chaînes*[4] (J. Ziegler, 1985, p. 385).

Para Chávez, su elección marcaba, pues, el inicio del cambio radical o, dicho de otro modo, el comienzo de la «Revolución Bolivariana» iniciada por el propio pueblo. Así, una vez elegido, el teniente coronel emprendió cambios profundos, en particular la modificación de la Constitución, a la que había calificado de moribunda durante su toma de posesión. Según nuestro análisis, Chávez había seguido las cinco condiciones señaladas por Jean Revel (1971, p. 280) en su obra, Ni Marx ni Jesús, para poner en marcha su «revolución», y eso desde su etapa en la academia militar.

Para Revel, la puesta en marcha de un proceso revolucionario requiere cinco condiciones fundamentales: en primer lugar, la crítica de la injusticia en las relaciones económicas, sociales y,

[3] **Nuestra traducción**: la revolución no como esos acontecimientos ruidosos y violentos que a menudo no producen nada, sino como un cambio real, eficaz y duradero

[4]Nuestra Traducción: Para comprender las guerras revolucionarias de liberación nacional del Tercer Mundo, la teoría que sigue siendo universalmente válida —hasta que la historia la desmienta— es la de la lucha de clases: los hombres oprimidos se rebelan, en todas partes y siempre. Sea cual sea la clase, región, religión, etnia o época histórica a la que pertenezca, el hombre nunca acepta sus cadenas de forma duradera.

eventualmente, raciales; en segundo lugar, la crítica a la gestión o a la eficacia; en tercer lugar, la crítica del poder político; en cuarto lugar, la crítica a la cultura (moral, religión, creencias dominantes, costumbres, filosofía, literatura, arte) y a las actitudes ideológicas (enseñanza, difusión, información); y, por último, la crítica a la antigua civilización por censurar la libertad individual.

Chávez añadía a estas cinco críticas el hecho de situar al pueblo y al ejército en el centro, poniendo en práctica la tríada Ejército-Caudillo-Pueblo. En realidad, nostálgico de las guerras revolucionarias de figuras como Túpac Amaru, Manuel Céspedes, Sandino, el Che Guevara y Ezequiel Zamora (Jean-Marie Lemogodeuc, 2003, p. 249) Hugo Chávez se erigió en defensor de toda América Latina frente al «Tío Sam», tomando una vez mas así la lucha por la liberación del subcontinente.

¿Era esa la lucha que esperaban los venezolanos tras cuarenta años de «puntofijismo»? Recordemos que Chávez fue elegido después de cuatro décadas de carencias, decepciones y sufrimientos padecidos por la población bajo el dominio de dos partidos políticos: el COPEI y el Partido democristiano.

Su llegada al poder se percibió entonces como un verdadero soplo de aire fresco para las poblaciones pobres de los ranchos, ya que, para aquellas, era el fin del clientelismo y de la miseria.

El primer mandato de Chávez (1999-2000) fue una etapa de grandes cambios, en la que la mayoría de los indicadores, tanto económicos como sociales, experimentaron un ascenso vertiginoso. En primer lugar, Chávez reforzó el papel del Estado en la economía destinando fondos gubernamentales al desarrollo de nuevos programas sociales.

Estos programas, surgidos de la política del gobierno, basaban sus objetivos y orientaciones en la Constitución de 1999 impulsada por el chavismo (T. Posado, 2019 p.205). Asimismo, el gobierno adoptó un proyecto centrado en la justicia social y en el establecimiento de reglas de juego claras y transparentes establecidas por la nueva constitución. Mediante los artículos 302[5] y 303[6] (T. Posado, 2019, p.203), Venezuela reserva para el Estado la actividad petrolera, manteniendo bajo su propiedad a la empresa encargada de desarrollar esta industria.

En 2001, segundo año del mandato de Chávez, la compañía petrolera nacional de Venezuela, PDVSA, aportaba el 55 % de los ingresos fiscales del gobierno (C. Tremblay 2003, p. 2) es decir, el 30 % del PIB. Dadas las reservas petroleras del país, el petróleo se convirtió así en una herramienta de propaganda para Chávez.

En segundo lugar, durante el año 2005, Chávez emprendió una serie de nacionalizaciones (L. Vivas, 1999, p. 264) de sectores estratégicos de la economía, tales

[5] El Estado se reserva, mediante ley orgánica, la actividad petrolera y otras industrias, explotaciones, servicios y bienes de interés público y de carácter estratégico. El Estado conservará la totalidad de las acciones de Petróleos de Venezuela, S.A., o de la entidad creada para la gestión de la industria petrolera, salvo las excepciones previstas en la ley.

[6] Por necesidad y utilidad pública, el Estado se reserva las acciones de Petróleos de Venezuela, S.A. —o de la entidad creada para la gestión de la industria petrolera— y de sus filiales. Las modalidades y condiciones de esta reserva serán establecidas por la ley orgánica correspondiente.

como las telecomunicaciones, la banca, la electricidad y la industria siderúrgica.

En 2009, la revolución se extendió a empresas de menor tamaño, pero cruciales para la vida cotidiana de la población. Chávez respaldó todos estos cambios con una escalada verbal (Discurso de Chávez: Acabar con el neoliberalismo salvaje del FMI; devolver el petróleo al pueblo con la V República; «Matar el puntofijismo», el sistema AD/COPEI completamente desacreditado) contra la burguesía, la oligarquía y el imperialismo norteamericano. No obstante, esta política de expropiación perseguía un objetivo menos polémico: garantizar la soberanía.

Sin embargo, aunque dichas nacionalizaciones contaban con el respaldo popular, la situación de la población permaneció inalterada, lo que dio lugar a su frustración.

En tercer lugar, en el ámbito social, Chávez puso en marcha los círculos bolivarianos, encargados no solo de erradicar la miseria, sino también de garantizar la educación a los niños de los barrios marginales (T. Posado 2019, p.207). Así, en 2002, el gasto público en educación representaba el 6 % del PIB de Venezuela en 2004 (un aumento con respecto a 1998) y el 43 % del gasto social[7].

La tasa bruta de escolarización, que refleja el porcentaje de jóvenes de entre 3 y 24 años que asisten a una institución educativa, pasó del 56,91 % al 62,2 % en el período 2001-2002 (T. Posado,2021). Los resultados más significativos se observaron en la asistencia a la educación preescolar y a la educación básica (desde el primer hasta el noveno grado); en este caso, la cifra pasó del 86 % en 1998-1999 al 92 % entre 2001-2007 (Thomas Posado, 2021).

Estos resultados fueron fruto de las escuelas bolivarianas, cuyo objetivo era proporcionar diversos recursos a los niños más necesitados. Asimismo, se pusieron en marcha las Misiones Robinson, Rivas, que son los dos pilares educativos de la Revolución Bolivariana, creadas en 2003 por Hugo Chávez y mantenidas por Nicolás Maduro (M. Grand, T. Posado, 2013 p.8). Las misiones Sucre y Barrio Adentro, con el apoyo de 1000 cubanos, para implementar programas de vacunación y saneamiento ambiental destinados a prevenir enfermedades como el dengue.

Por último, en el ámbito diplomático, Chávez utilizó el arma que poseía: el petróleo. La diplomacia petrolera de Chávez se basaba en tres principios: el primero, era convertir el «oro negro» en un instrumento esencial para las relaciones exteriores de Venezuela. El segundo consistía en, promover un mundo multipolar y reducir la dependencia de Estados Unidos, principal mercado del crudo venezolano, abriendo el país a otras naciones como India y China (J M. Lemogodeuc, 2003, p.268).

Asimismo, bajo la presidencia de Chávez, Venezuela asumió un papel mucho más activo en la OPEP, contribuyendo a devolverle su condición de arma geopolítica y geoestratégica. Por ejemplo, en 1999-2000 el precio del petróleo impulsado por Chávez, alcanzó una horquilla de entre 22 y 28 dólares por barril (Jesús MORAS, 2020).

[7] Véase el artículo de Thomas Posada, “Venezuela : un système éducatif soumis aux aléas des crises économiques”, Revue international d’éducation de sèvres (en ligne), avril 2021

Todos estos grandes cambios habrían tenido, sin duda, una acogida muy favorable en todo el mundo si el «comandante» no hubiera antepuesto su odio visceral hacia Estados Unidos y el mundo occidental.

2.EL FRACASO DE LA REVOLUCIÓN BOLIVARIANA Y EL SECUESTRO DE NICOLÁS MADURO

Uno de los principios fundamentales del realismo en las relaciones internacionales reza así: «No tenemos amigos ni enemigos eternos; solo tenemos intereses eternos[8]». Esto implica, en otras palabras, modificar las alianzas en función de los intereses del momento. Lejos de centrarse en los problemas contemporáneos y de afrontar las dificultades del país buscando socios internacionales, Chávez decidió resucitar viejas disputas heredadas de las obsoletas revoluciones latinoamericanas: la lucha contra el imperialismo estadounidense.

De este modo, Chávez vinculaba todas sus acciones con los antiguos revolucionarios de América Latina; así, su primer intento de golpe de Estado fallido fue bautizado con el nombre en clave «Ezequiel Zamora» (1817-1860)[9]; el término «oligarquía», tomado también de Zamora; la Revolución Bolivariana, llamada así en honor al padre de las independencias latinoamericanas.

Chávez no vivía en su época contemporánea, sino más bien «en los años sesenta[10]». Además, Chávez no tenía en absoluto la intención de cambiar de rumbo; mantenía su posición en el bando de los resistentes por excelencia. Acaso no lo expresa bien Jean Revel: « L'univers se compose de deux parties : d'une part l'Amérique (du nord) citadelle de la réaction et d'autre part le reste de la terre, composé du camp des résistants à l'Amérique, camp des résistants par essence »[11] (J. Revel 1971, p. 11).

¿Por qué fracasó Chávez a la hora de poner en marcha lo que denominó «la Revolución Bolivariana»?

2.1. Las causas internas y económicas del fracaso

Henri Lefebvre decía :
Une Révolution ratée porte la marque de l'échec, même si elle semble réussir, même si de bons esprits l'appellent, « révolution silencieuse », « révolution invisible et pacifique ». Ce n'est qu'une parodie"[12] (H. Lefebvre 1968, p. 84)

La política del presidente Chávez (el chavismo) no era una

[8] Máxima geopolítica atribuida a Lord Palmerston, Henry John Temple, 3.er vizconde Palmerston, primer ministro británico del siglo XIX.

[9] Ezequiel Zamora était un célèbre militaire et leader politique vénézuélien, surnommé le Général du peuple souverain. Il a marqué l'histoire de son pays en luttant pour l'égalité sociale et la redistribution des terres.

[10] En una entrevista concedida al diario El Mundo, Moisés Moteiro, fundador del MIR (Movimiento de Izquierda Revolucionaria) en la década de 1960, una escisión de AD, opina que: «la peor tragedia del gobierno es que el presidente no vive en el mundo contemporáneo, sino en los años 60. Es un hombre fuera de su tiempo». El Mundo, Caracas, 2 de enero de 2002, p. 5.

[11] Nuestra traducción" El universo se compone de dos partes: por un lado, América (del Norte), ciudadela de la reacción, y por otro, el resto de la Tierra, constituido por el bando de los resistentes a América, un bando de resistentes por esencia».:

[12] Nuestra Traducción: «Una revolución fracasada lleva la marca del fracaso, aunque parezca triunfar, aunque mentes lúcidas la llamen "revolución silenciosa" o "revolución invisible y pacífica". No es más que una parodia».

doctrina, sino más bien un conglomerado de ideas e influencias inspiradas fundamentalmente en el Libertador Simón Bolívar, respaldado por una política castrista. No era más que un puro mimetismo del castrismo.

El primer problema del modelo chavista fue el asistencialismo estatal: la riqueza petrolera de Venezuela es un activo que debería permitir la reinversión y la reorientación de su economía para diversificarla y evitar la "petro dependencia" (El 97 % del valor de las exportaciones provenían de la venta de petróleo (J. Rebotier 2020). Sin embargo, Chávez emprendió una «redistribución» de los ingresos petroleros. Primero financió directamente programas de salud (como Barrio Adentro), educación y alfabetización (una iniciativa loable, por cierto).

Después, creó mercados subvencionados de alimentos básicos para los sectores más pobres; mas, utilizó presupuestos discrecionales, ajenos al presupuesto nacional convencional, para responder con rapidez a las demandas de las organizaciones populares; y, por último, vendiendo el petróleo a precio reducido o con facilidades de pago a países aliados de América Latina y el Caribe mediante acuerdos como Petrocaribe.

Era el arma diplomática de Chávez. Petrocaribe era una alianza petrolera impulsada por Hugo Chávez con 13 países del Caribe y de América Central, que llegaría a contar con 18 países miembros.

El objetivo oficial era convertir a Venezuela en una plataforma al servicio de los países pobres importadores para que pudieran liberarse de la dependencia de la ayuda occidental y crear un «contrapeso» del Sur frente a Estados Unidos; es lo que se conoce como petrodiplomacia. ¿Cómo funcionaba? Se trataba de trueque, no de un mercado convencional; era, en realidad, un crédito encubierto muy ventajoso. Recibías el petróleo venezolano de inmediato y solo pagabas el 40 % en un plazo de 90 días, ya fuera en dólares o en mercancías (G. Mazoyer, 2018).

El 60 % restante se financiaba a un plazo de entre 17 y 25 años con un interés del 1 %, incluyendo un periodo de gracia de uno o dos años si el precio del barril superaba los 40 dólares. Además de todo esto, Chávez brindaba un gran apoyo financiero a proyectos geopolíticos[13] regionales para contrarrestar la influencia de Estados Unidos.

Lamentablemente para los venezolanos, el modelo de una sociedad receptora frente a un Estado gestor no es viable a largo plazo y plantea el problema de la creación de una verdadera dinámica económica, del crecimiento y de un desarrollo sostenible.

En pocas palabras, Chávez contribuyó a construir una sociedad amorfa. Creemos que la sociedad venezolana y, de hecho, ninguna sociedad, puede construirse de manera sostenible sobre un modelo de asistencialismo estatal que, en lugar de establecer instituciones sólidas e infraestructuras que permitan una dinámica económica (mediante el privado), se limita a «redistribuir» el dinero proveniente de los recursos naturales del país.

Chávez no podía mantener ese asistencialismo hacia una población que, habiéndose vuelto dependiente, seguiría exigiendo aún más.

[13] Creación del ALBA

En realidad, mediante sus dádivas, Chávez alimentaba y retenía a su electorado pobre de los ranchos. Así, como podía afirmar Nicolás Maquiavelo (2009, p. 4): « celui qui fonde sur le peuple, fonde sur la boue[14]».

El «pueblo», mantenido bajo asistencia constante, seguiría siempre exigiendo, y Chávez no habría podido continuar «redistribuyendo» la riqueza. Consideramos que, debido a esta estrategia, el proceso de desencanto popular respecto al gobierno habría sido más lento, pero inevitable.

A este respecto, recurrimos una vez más a Maquiavelo, quien en la misma obra añade: « la nature des peuples varie et il est facile de les persuader d'une chose, mais il est difficile de les faire demeurer en cette persuasion »[15]. (N. Maquiavelo, 2009, p. 79).

El segundo problema fue el repliegue del Estado. lejos de permitir la entrada de inversores extranjeros para desarrollar el sector privado, que a su vez habría absorbido a la masa de graduados en busca de empleo, Chávez, mediante múltiples leyes y normas fiscales, contribuyó a cerrar cada vez más las puertas de Venezuela a la inversión extranjera.

En 2001, la promulgación de cuarenta y nueve decretos-ley (entre ellos, los relativos a la tierra y a los hidrocarburos: en total, 49 decretos-leyes del 13 de noviembre de 2001: "Ley tierra y Desarrollo Agrario" y "Ley orgánica de hidrocarburos" que rompe de facto con la "Apertura petrolera" de los años 90) sumió a Venezuela en un estado de crisis permanente, lo que desembocó en lo que hemos denominado «contrarrevoluciones». Es el caso de la oposición y la patronal que comenzaron a protestar, al considerar que estas medidas vulneran el derecho a la propiedad privada. FEDECAMARAS y la CTV convocaron a la huelga general del 10 de diciembre de 2001; hubo un intento de golpe de Estado en 2002; y las sanciones estadounidenses.

Para concluir la mono economía en Venezuela: la dependencia extrema de todo un país respecto a los recursos naturales (J M. Lemogodeuc, 2003, p.263/264) constituye un problema para su estabilidad política, económica y social. El poder; y con él, el conjunto de la sociedad, depende en gran medida del petróleo, cuyo valor fluctúa según su precio internacional.

Venezuela corría el riesgo de verse gravemente debilitada (caída de los precios en 2014) en cualquier momento ante una caída del precio del crudo. De hecho, una economía petrolera plantea varios problemas: en primer lugar, el de la diversificación; en segundo lugar, el de la relación entre el Estado, la gestión de los recursos naturales y la libertad del mercado; y, por último, el de la visión que sus propios dirigentes tenían de la «petro democracia».

Una crisis petrolera podría haber sumido de nuevo al país en una recesión económica muy grave, paralizando así todo el sistema (tal como ocurrió en 2001-2002[16]), y nadie podía asegurar que el precio del petróleo fuera a aumentar indefinidamente en las décadas venideras.

Desde una perspectiva social, lejos de erigirse como un presidente

[14] Nuestra traducción: «quien se apoya en el pueblo, se apoya en el barro»

[15] Nuestra traducción: «la naturaleza de los pueblos es variable; es fácil persuadirlos de algo, pero difícil mantenerlos en esa persuasión».

[16] Huelga general en Venezuela

conciliador, Chávez logró polarizar al pueblo venezolano, dividiéndolo entre chavistas incondicionales y miembros de la oposición representados por ciertos sindicatos del país.

La revolución pacífica y democrática que propugnaba Chávez se transformó rápidamente, como señala Quenan (C. Quenan, 2009, pp. 25-32), en una «revolución armada», convirtiendo al ciudadano en «ciudadano-soldado» mediante la formación de milicias y la creación de una guardia territorial.

Asimismo, gracias a su gran dominio de la retórica política, Chávez revivió la época del caudillismo, consolidándose como el líder indiscutible de la izquierda venezolana y una figura prácticamente insustituible[17], tanto en el ámbito nacional como en el internacional.

2.2. Las causas externas del fracaso de la revolución bolivariana y el contraataque estadounidense (las contrarrevoluciones)

El fracaso de la revolución bolivariana desde un punto de vista externo, fue ocasionado por, primero, la postura diplomática ofensiva y de confrontación perpetua del chavismo.

Con la firme voluntad de oponerse a Estados Unidos, Chávez impulsó el ALBA[18] (verdadera antítesis del ALCA), que constituye uno de esos «instrumentos de independencia» basado en el principio de cooperación y emancipación. Al competir con el ALCA[19], el ALBA ofrecía generosidad gracias a su bonanza petrolera.

Es cierto que, gracias a sus enormes recursos petroleros, Chávez atraía a la mayoría de los países latinoamericanos, los cuales, pobres y necesitados, se aferraban a lo que para ellos constituía un salvavidas. Sin embargo, Chávez fue demasiado ambicioso, pues, si bien esos países acudían a beber de su fuente, se cuidaban muy bien de no irritar al coloso del norte, un aliado clave ante instituciones internacionales como el FMI y el Banco Mundial.

¿Por qué colapsó Petrocaribe? Mientras el barril cotizaba a 100 dólares, el sistema se mantenía. A partir de 2014, la producción venezolana se desplomó[20], eso debido a la crisis económica, la corrupción y a las sanciones estadounidenses; en consecuencia, Venezuela suspendió sus ventas y entregas a partir de 2018-2019 (T. Posado,2019, p.202).

Además, Chávez había decidido instaurar un nuevo modelo geopolítico que implicaba alinear a

[17] El «descalabro» de Maduro en las elecciones, apenas un 50,95 % frente al 48,97 % de 2014, a pesar del llamamiento de Chávez a votarlo antes de morir, es una señal de ello.

[18] La ALBA fue fundada el 14 de diciembre de 2004 en La Habana por Hugo Chávez y Fidel Castro como una alianza política y solidaria para unir a América Latina frente al proyecto estadounidense de libre comercio.

[19] El Área de Libre Comercio de las Américas (ALCA; en inglés: FTAA) es una comunidad económica que habría podido suceder al TLCAN. Este proyecto fue impulsado con fuerza por el gobierno de los Estados Unidos. Preveía la eliminación de los aranceles sobre diversos tipos de productos, en particular manufacturas y productos agroalimentarios. El proyecto fue objeto de fuertes críticas —principalmente en América del Sur— por parte de asociaciones, sindicatos y partidos políticos, ya que, a su juicio, habría tenido consecuencias sociales muy negativas.

[20] Estas cifras son disponibles en el sitio https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_du_Venezuela

Venezuela con los Estados calificados por el mundo occidental como «estados canallas», Corea del Norte, Irán, Siria y Cuba (J.M. Lemogoduc, 2003, pp. 268-269).

Por encima de todo, el gran pecado imperdonable cometido por Chávez fue querer poner fin a la Doctrina Monroe[21], vigente desde hace más de dos siglos. Sus viajes a Rusia, Bielorrusia y China respondían no solo al deseo de diversificar socios, sino también al de forjar vínculos económicos y ampliar su esfera de influencia política en América Latina.

Asimismo, las relaciones privilegiadas con regímenes equiparados al «eje del mal» (desde Irán hasta Corea del Norte, país donde se abrió una embajada en septiembre de 2005) planteaban un problema no ya de gobernanza, sino de equilibrios geoestratégicos, siempre con el objetivo de socavar la hegemonía estadounidense en el mundo. Ante estas actitudes desafiantes, Washington, como siempre, iba a reaccionar: ¡y en el momento oportuno!

Este es el legado que el exlíder venezolano, de gran carisma, dejó a su sucesor designado, Nicolás Maduro (vicepresidente de Venezuela, antiguo conductor de autobús, expresidente de la Asamblea Nacional y exministro de Asuntos Exteriores).

Producto genuino del chavismo, Nicolás Maduro, elegido presidente de Venezuela por un estrecho margen en 2013, tras la muerte de Chávez, prosiguió con tenacidad la «revolución» bolivariana iniciada bajo el mandato de su antiguo mentor.

2.3. Las contrarrevoluciones iniciadas por Estados Unidos y el secuestro

Cabe decir que para Estados Unidos, Venezuela representa la mayor reserva petrolera del mundo desde una perspectiva económica y, desde un punto de vista estratégico, una maniobra para desplazar a China, Rusia e Irán. Venezuela era el único punto de apoyo de estas tres potencias en el hemisferio occidental. Por consiguiente, todos los gobiernos que se han sucedido en Estados Unidos desde 1999 han intentado, cada uno con un método distinto, apropiarse del país.

En primer lugar, la era Bush (2001-2009): en 2002 se produjo un golpe de Estado de muy corta duración. El gobierno de Bush fue acusado de estar al tanto de la situación de antemano, pero negó de inmediato haber organizado nada. Posteriormente, Washington optó por la vía diplomática y las críticas públicas. No hubo intervención directa, algo que se habría percibido negativamente en América Latina (lapresse.ca/2009).

Luego vino la era Obama (2009-2017): Barack Obama comenzó a sancionar a funcionarios venezolanos en 2015 por «violaciones de los derechos humanos y corrupción» (tdg.ch/obama-renforce-les-sanctions-contre-le-venezuela-694999151065).

Sin embargo, la doctrina Obama se basaba en la premisa de «no intervención militar» y en dejar que la región gestionara la situación. Normalizó las relaciones con Cuba en 2014; por tanto, la idea era rebajar la tensión en lugar de intensificar el conflicto.

[21] La Doctrina Monroe es una declaración de política exterior de los Estados Unidos presentada por el presidente James Monroe en diciembre de 1823. Afirma que el continente americano no debe ser colonizado ni influido por las potencias europeas.

Así, Estados Unidos reconoció a Nicolás Maduro como presidente legítimo elegido en 2013. Por último, respecto a los demás países de la región: antes de 2018, la mayoría de los países de América Latina formaban parte de la UNASUR[22] o priorizaban el diálogo a través del Vaticano y el Grupo de Lima[23] (T. Posado, 2019, p.203). Brasil, Argentina y México no querían una intervención. El recuerdo de las intervenciones estadounidenses de los años 80 hacía que «derrocar» a un gobierno fuera un tabú diplomático muy fuerte en la región.

En resumen, Estados Unidos no intervino militarmente en Venezuela porque el país era uno de sus principales proveedores de petróleo. Cortar bruscamente los vínculos habría supuesto un aumento de los precios de la gasolina en Estados Unidos. Antes de 2015, Estados Unidos aún importaba grandes cantidades de petróleo venezolano. Además, existía el temor al caos: derrocar a un gobierno genera un vacío de poder.

Las consecuencias en Irak y Libia disuadieron a muchos responsables de la toma de decisiones; nadie quería que se repitiera un escenario similar. También influía el hecho de que, en 2018, Maduro era un presidente elegido en 2013 y, por tanto, gozaba de legitimidad nacional e internacional. Diplomáticamente, resultaba difícil decir «vamos a destituir a un presidente electo» sin ser acusado de injerencia. Sin embargo, ¿qué cambió con Trump?

Trump endureció el tono: impuso sanciones masivas al petróleo a partir de 2019 y reconoció a Juan Guaidó[24] como «presidente interino» en enero de 2019 (T. Posado, 2019, p.204), declarando así ilegítimo a Maduro. De este modo, se pasó a un discurso cada vez más directo sobre el cambio de régimen.

Aquello marcó un verdadero punto de inflexión, ya que, por primera vez, Estados Unidos dejaba de reconocer al presidente en ejercicio. Con Joe Biden se ha vuelto a una estrategia mixta: se mantienen las sanciones, pero

[22] La Unasur (Unión de Naciones Suramericanas) es una organización regional intergubernamental creada en 2008 mediante el Tratado Constitutivo de Brasilia. Su objetivo es fortalecer la integración política, económica, social y cultural entre los doce países de América del Sur.

[23] El Grupo de Lima es un grupo de países de las Américas creado para ejercer presión sobre el gobierno de Venezuela; se trata de un organismo multilateral sin estatus jurídico oficial. Fue creado a raíz de la Declaración de Lima, el 8 de agosto de 2017, en Lima (Perú). Inicialmente, su objetivo era coordinar los esfuerzos internacionales para imponer un cambio de régimen en Venezuela y exigir el retorno de la democracia. ¿Sus demandas? Exigir la liberación de los presos políticos y la celebración de elecciones libres y transparentes; denunciar el deterioro de la democracia bajo el mandato de Nicolás Maduro; y brindar ayuda humanitaria ante la crisis de refugiados (más de 3 millones de venezolanos han huido del país desde 2015).

[24] El 23 de enero de 2019, tras la controvertida reelección de Nicolás Maduro en 2018, se autoproclamó «presidente interino» de Venezuela. Se basó en la Constitución (artículos 233, 333 y 350), que, a su juicio, declaraba ilegítima la presidencia de Maduro. Fue reconocido de inmediato por cerca de sesenta países —entre ellos Estados Unidos, Canadá, Francia y la casi totalidad del Grupo de Lima (a excepción de México)—. Así, durante el periodo 2019-2023, Venezuela tuvo dos presidentes: Maduro, que ostentaba el poder real con el apoyo del ejército, y Guaidó, que contaba con el reconocimiento internacional, pero carecía del control del país.

también se apuesta por las negociaciones, las elecciones y los alivios condicionales. Por fin, cabe decir que, antes de Trump predominaban las sanciones selectivas, la diplomacia y la presión a través de la OEA[25]; Trump fue el primero en adoptar una estrategia de «reconocimiento de un gobierno paralelo» y de máxima presión.

Así pues, tras el reconocimiento del gobierno paralelo de Guaidó y las presiones económicas y diplomáticas, Trump decidió pasar a la ofensiva militar. El 3 de enero de 2026, Nicolás Maduro y su esposa fueron capturados por las fuerzas especiales estadounidenses en Caracas, para luego ser trasladados a Nueva York e imputados. ¿Cuáles fueron las razones oficiales aducidas por Washington?

En primer lugar, el gobierno de Maduro fue acusado de narcoterrorismo[26]; a esto se suma la lucha contra el tráfico de drogas hacia Estados Unidos[27], el fracaso de las sanciones y de la presión diplomática, o incluso el objetivo declarado de una transición[28].

Sin embargo, para los grandes conocedores de la política estadounidense hacia América Latina, estas razones esgrimidas ocultan, sin duda, motivos extraoficiales que requieren un análisis profundamente geoestratégico: el petróleo y los recursos de Venezuela y, sobre todo, el mensaje estratégico y la Doctrina Monroe.

En realidad, Washington nunca ha ocultado su voluntad de recuperar el control del petróleo venezolano, país que posee una de las mayores reservas del mundo. El presidente estadounidense ni siquiera lo disimulaba; reconoció abiertamente que el objetivo primordial era hacerse con el control del petróleo de Venezuela. Cabe añadir que, más allá del petróleo, está el Arco Minero del Orinoco, con oro, coltán, bauxita..., valorado en más de 2 billones de dólares.

Por otra parte, esta apropiación y esta intervención sirven como recordatorio estratégico: demuestran que América sigue siendo coto privado de Estados Unidos desde hace 200 años; se trata, pues, de un mensaje estratégico dirigido al resto del mundo, especialmente a China y Rusia. El pretexto democrático «apenas se menciona ya»: las grandes potencias ya no necesitan ocultarlo.

Una de las consecuencias inmediatas de la llegada de Trump al poder y de sus acciones bastante contundentes fue un gran giro conservador en la región: desde el regreso de Trump, varios países han emprendido una deriva conservadora, Argentina, Bolivia, Chile, Colombia, Costa Rica, Ecuador y Honduras, y la captura de

[25] La Organización de los Estados Americanos (OEA) es una institución internacional fundada en abril de 1948, con sede en Washington D. C. Agrupa a los 35 Estados independientes del continente americano para servir como el principal foro político, jurídico y de cooperación del hemisferio.

[26] Maduro fue acusado ante un tribunal federal de Manhattan de cuatro cargos, entre ellos narcoterrorismo y tráfico de cocaína. El expediente judicial estadounidense se remonta a 2020. Washington acusa a Maduro de dirigir el «Cartel de los Soles», clasificado como organización terrorista.

[27] Desde agosto de 2025, Estados Unidos lleva a cabo ataques en el mar Caribe contra embarcaciones de presuntos narcotraficantes vinculados a Caracas. Al menos 115 personas han muerto en los 35 ataques.

[28] Donald Trump declaró que Estados Unidos «dirigiría el país hasta que podamos garantizar una transición segura, adecuada y sensata».

Maduro se considera un hecho que «marcó un punto de inflexión».

CONCLUSIÓN

El proyecto chavista, continuado por Nicolás Maduro (su sucesor designado), ha pasado de la esperanza de una redistribución de la riqueza petrolera a una crisis multiforme: económica, migratoria e institucional. Las causas señaladas son, esencialmente, la dependencia del petróleo, la corrupción en PDVSA, la centralización del poder, las sanciones internacionales y la ausencia de reformas viables.

Asimismo, la revolución bolivariana (que en realidad constituía un contrapoder frente al «puntofijismo» y una contra hegemonía frente a Washington) tenía pocas probabilidades de prosperar. Y ello se debe a que, más allá del sentido común, no hace sino reflejar la oposición a la hegemonía estadounidense y el deseo, más o menos consciente, de competir con ella o incluso suplantarla.

La captura de Maduro trasciende los objetivos económicos; responde sobre todo a fines geoestratégicos. Asimismo, se enmarca en la pugna entre Estados Unidos, China y Rusia. Antes de la intervención de enero de 2026, China era el principal socio de una Caracas bajo sanciones.

Para Pekín, Venezuela representaba una vía de diversificación energética y una cabeza de puente geoestratégica y geopolítica en el hemisferio occidental. De este modo, la captura de Maduro constituye un mensaje estratégico y geopolítico: la Doctrina Monroe sigue vigente y América Latina continúa siendo el «patio trasero» de Estados Unidos.

BIBLIOGRAFÍA

COULANGES Fustel, 1930, *Leçons à l'impératrice*, Paris, Les Editions de l'infini

DURKHEIM Emile, 1895, *Les règles de la Méthode sociologique*, Paris, les presses universitaires

GRAND Mathieu, POSADO Thomas, « Le chavisme peut-il survivre à Hugo Chávez? », Recherches Internationales, n°95, 2013. Les rapports nord-sud à l'épreuve de la mondialisation. pp. 7-23.

LEFEBVRE Henri, 1968, *La vie Quotidienne dans le monde moderne*, Collection idées (n°162), Paris, Gallimard

LEMOGODEUC Jean-Marie, 2003, « La crise vénézuélienne (2001-2003) : origines structurelles et conjoncturelles, in Caravelle : cahiers du Monde Hispanique et luso-brésilien, p.247-286

MACHIAVEL Nicolas, 2009, *Le Prince*, Collection LE LIVRE DE POCHE : La Madrogore, Paris, LIBRAIRIE GENERALE FRANÇAISE
MORAS Contreras Jesús, mai 2020, « Venezuela : LE PETROLE ET LE SOCIALISME DU 21e SIECLE », encyclopedie-energie.org/venezuela-le-petrole-et-le-socialisme-du-21e-siècle/#_ftnref7, consulté le 25 juillet 2026
REBOTIER Julien, 2020, « Le Venezuela de Chavez encore à plein régime ? un œil dans le rétroviseur », in Recherches Amérique Latine, p.43-52
REVEL Jean, 1971, *NI MARX NI JESUS*, Paris, EDITIONS ROBERT LAFFONT
POSADO Thomas, avril 2021 « Venezuela : un système éducatif soumis aux aléas des crises économiques et politiques », in *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, Consulté le 25 juillet 2026
POSADO Thomas, 1999, « Chávez élu, coup de tonnerre pour l'Amérique latine », Recherches Internationales, n°115, 2019. L'Amérique latine en bascule. pp. 195-208.
QUENAN Carlos, 2000, « L'économie du Venezuela : amélioration conjoncturelle, faiblesses structurelles » in *Problèmes d'Amérique, la Documentation Française*, Paris, p.25-32 n°39
SIGNOBOS Charles, 1901, *la méthode historique appliquée aux sciences sociales*, Paris, Felix Alcan ENS Editions
TREMBLAY Christian, 2003, « REGARD SUR LA PRESIDENCE D'HUGO CHAVEZ AU VENEZUELA » in Observatoire des Amériques p.1-7

https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_du_Venezuela Consultado el 12 de julio de 2026
https://www.tdg.ch/obama-renforce-les-sanctions-contre-le-venezuela-694999151065 Consultado el 12 de julio de 2026
https://www.exemplaire.com.ulaval.ca/rubriques/international/comprendre-petrocaribe-lalliance-petroliere-au-coeur-de-la-crise-en-haiti/ consultado el 12 de julio 2026
VIVAS Leonardo, 1999, *Chávez, la Última revolución del Siglo*, Caracas, Planeta
ZIEGLER Jean, 1985, *Contre l'ordre du Monde, LES REBELLES, Mouvements armée de Libération nationale du tiers-monde*, Paris, édition du Seuil,

Numéro 22 Septembre 2026
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

e.ISSN 2709-5053 i.ISSN 3106-4914

HARIS N°22 Septembre 2026